Financement de la perte d'autonomie

Une loi pour la fin 2019

En juin 2018, E. Macron a annoncé pour 2019 une loi pour financer la dépendance afin de « répondre à la nouvelle vulnérabilité sociale ». Réagissant aussitôt, les mutuelles, instituts de prévoyance et assurances privées ont demandé l'instauration, au-delà d'un socle minimal public, d'une complémentaire obligatoire, qui pourrait ne concerner que les personnes à partir d'un certain âge (dixit Thierry Beaudet, président de la Mutualité Française) ! E. Macron a aussi parlé d'un 5^e risque sans préciser davantage. Agnès Buzyn a lancé une grande consultation citoyenne et un haut commissaire (Dominique Libault) a été nommé : on reconnaît le même mode opératoire que pour la réforme des retraites, avec la même absence de consultation réelle des syndicats !

Le groupe des 9 demande au contraire **la prise en charge à 100 % de la perte d'autonomie dans la branche maladie de la sécurité sociale au même titre que la maternité ou la maladie, financée par les cotisations sociales. Il rappelle aussi la nécessité de personnels formés et qualifiés.** ■

Agnès Huret